

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1981-1982**

27 MAI 1982

Proposition de loi relative à l'admission des détenteurs de certains diplômes de licence aux études universitaires conduisant à des grades légaux

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA SCIENCE
PAR Mme **PANNEELS-VAN BAELEN**

Votre Commission a consacré deux réunions à l'examen de la présente proposition de loi.

Tout d'abord, des précisions complémentaires ont été données par l'auteur.

Cette proposition, déposée naguère par M. le sénateur Deleeck, avait été favorablement accueillie par la Commission de l'époque et par le Ministre lui-même, mais celui-ci proposa néanmoins une refonte complète du texte.

Cette refonte n'étant toujours pas intervenue, l'auteur actuel a préféré redéposer la proposition afin qu'un nouvel examen permette d'éliminer une situation inéquitable dans un secteur limité. La solution proposée pourra du reste s'intégrer ultérieurement dans une législation d'une portée plus générale.

Ont participé aux travaux de la Commission :

Membres effectifs : MM. Vandersmissen, président; Bock, De Bondt, Deconinck, de Donnée, Degroeve, De Kerpel, De Rouck, Deworme, Mme Hanquet, MM. Hismans, Lutgen, Mme N. Maes, MM. Noerens, Pecriaux, Seeuws, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Der Niepen, Vanhoutte, Windels et Mme Panneels-Van Baelen, rapporteur.

Membres suppléants : Mmes De Backer-Van Ocken, De Pauw-Deveen, MM. Gijs, Goossens, Humblot, Knuts, Luyten et Vandekerckhove.

R. A 12378

Voir :

Document du Sénat :

150 (1981-1982) : N° 1 : Proposition de loi.

BELGISCHE SENAAAT**ZITTING 1981-1982**

27 MEI 1982

Voorstel van wet betreffende de toegang van de houders van sommige licentiaatsdiploma's tot de universitaire studies met wettelijke graad

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
HET ONDERWIJS EN DE WETENSCHAP
UITGEBRACHT
DOOR Mevr. **PANNEELS-VAN BAELEN**

De Commissie heeft twee vergaderingen gewijd aan de bespreking van dit wetsvoorstel.

De indiener geeft een bijkomende toelichting bij zijn wetsvoorstel.

Het werd destijds ingediend door Senator Deleeck en door de Minister en de Commissie gunstig benaderd, maar de Minister stelde toen een algehele herwerking voor.

Aangezien zulke herwerking nog steeds op zich laat wachten, verkiest de indiener het opnieuw ter bespreking voor te leggen en zodoende een beperkte onbillijkheid op te heffen. Deze oplossing kan trouwens nadien ingevoegd worden in een algemene regeling.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Vandersmissen, voorzitter; Bock, De Bondt, Deconinck, de Donnée, Degroeve, De Kerpel, De Rouck, Deworme, Mevr. Hanquet, de heren Hismans, Lutgen, Mevr. N. Maes, de heren Noerens, Pecriaux, Seeuws, Mevr. Tyberghien-Vandenbussche, de heren Van Der Niepen, Vanhoutte, Windels en Mevr. Panneels-Van Baelen, verslaggever.

Plaatsvervangers : Mevrn. De Backer-Van Ocken, De Pauw-Deveen, de heren Gijs, Goossens, Humblot, Knuts, Luyten en Vandekerckhove.

R. A 12378

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

150 (1981-1982) : N° 1 : Voorstel van wet.

L'auteur souligne que le texte à l'examen n'apporte aucune modification fondamentale à la législation sur l'enseignement. Il vise simplement, dans un souci de justice sociale, à faire droit aux desiderata d'une catégorie de citoyens particulièrement méritants, et par ailleurs peu nombreux.

Le fond du problème est fort simple : le législateur devrait reconnaître au grade scientifique de licencié une valeur égale à celle du certificat d'enseignement secondaire accompagné d'un diplôme d'aptitude, de telle sorte que les intéressés aient eux aussi la possibilité d'obtenir un grade légal. La proposition se situe dans la même ligne que l'université ouverte, l'enseignement de rattrapage et d'autres initiatives actuelles. En effet, aujourd'hui encore, l'étudiant qui a obtenu, par exemple, le diplôme de traducteur, d'interprète ou de licencié en sciences politiques et sociales, mais n'est pas titulaire d'un certificat d'enseignement secondaire complété par un diplôme d'aptitude, se voit interdire l'accès aux études menant à l'obtention d'un grade légal, comme la philologie romane, etc.

En conclusion, l'auteur demande que l'on fasse preuve de compréhension pour cette initiative parlementaire et il exprime le vœu que, si toutefois le Gouvernement préfère déposer lui-même un texte réglant l'ensemble du problème, il ne tarde pas à le faire.

Discussion générale

Le Ministre (F) partage la préoccupation des auteurs de la proposition. Il considère que celle-ci est parfaitement logique : « qui peut le plus peut le moins ». Aussi le Gouvernement n'a-t-il rien à objecter quant au fond, encore que quelques améliorations de pure forme soient peut-être souhaitables.

Un membre se réjouit de l'attitude positive du Ministre et, estimant qu'il n'est pas nécessaire d'attendre un règlement général, il approuvera la proposition. Ce point de vue est appuyé par un autre commissaire, qui souhaite que l'on fasse diligence. Il y va en effet du sort de personnes qui restent victimes de situations que n'admet plus la génération actuelle.

Plusieurs membres évoquent alors des problèmes ayant une certaine analogie avec celui qui fait l'objet de la proposition à l'examen.

Le Ministre (F) se déclare tout disposé à donner une solution à ces problèmes, mais il fait observer que ceux-ci ne peuvent être résolus dans le cadre de la présente proposition, même pas par voie d'amendement.

L'auteur espère que les membres qui viennent d'évoquer certaines autres situations abusives n'ont pas l'intention de voir étendre la portée de la proposition de loi de manière à ce que celle-ci remédie aussi à de telles situations et, faute de quoi, de la rejeter. Il demande que l'on se borne à régler la matière qui en fait l'objet.

Il est rassuré à cet égard par plusieurs commissaires, qui souhaitent eux aussi que l'on fasse diligence.

Hij benadrukt dat dit voorstel niets ten gronde wijzigt aan de onderwijswetgeving. Het behelst alleen een tegemoetkoming uit sociale bewogenheid tegenover een kleine groep bijzonder verdienstelijke mensen uit onze gemeenschap.

De grond van de zaak is zeer eenvoudig : de wetgever zou dienen te erkennen dat een wetenschappelijke licentiaats-titel evenwaardig is aan het getuigschrift middelbaar onderwijs met bekwaamheidsdiploma, zodat ook deze mensen een diploma ten wettelijke titel kunnen behalen. Het gaat in dezelfde richting als open universiteit, tweedekans-onderwijs en andere actuele initiatieven. Zo kunnen tot op heden studenten die b.v. het diploma behalen van vertaler-tolk of licentiaat politieke en sociale wetenschappen, maar niet in het bezit zijn van het getuigschrift middelbaar onderwijs en het bekwaamheidsdiploma, niet overschakelen naar studies ten wettelijke titel zoals b.v. Romaanse filologie.

Tenslotte vraagt de indiener begrip voor het parlementair initiatief en spreekt de wens uit dat, indien de Regering zelf verkiest een tekst op te stellen voor het geheel van deze problemen, zij hiermee niet te lang zou wachten.

Algemene bespreking

De Minister (F) deelt de bezorgdheid van de indieners. Hij meent dat zij met hun vraag gewoon in de lijn van de logica blijven : « qui peut le plus peut le moins. » Tegen het wetsvoorstel zijn er vanwege de Regering dan ook geen bezwaren ten gronde, wat niet belet dat misschien enkele vormelijke amenderingen gewenst zijn.

Een lid verheugt zich over de positieve ingesteldheid van de Minister, vindt het niet nodig een algemene regeling af te wachten en steunt het voorstel. Dit standpunt wordt bijgetreden door een ander lid dat vraagt dat het met spoed zou behandeld worden. Het gaat immers om mensen die gehinderd blijven door toestanden welke voor de huidige generatie niet meer bestaan.

Een paar leden brengen problemen te berde die een zekere verwantschap vertonen met het voorgelegde wetsvoorstel.

De Minister (F) gaat er welwillend op in doch benadrukt dat ze door dit wetsvoorstel niet kunnen opgelost worden, zelfs niet via amendering.

De indiener spreekt de hoop uit dat de leden die de vermeldde wantoestanden belichtten, niet de bedoeling hebben het wetsvoorstel in die zin uit te breiden of bij ontstentenis hiervan er stelling tegen te nemen. Hij vraagt, zich te beperken tot de problematiek van dit voorstel.

Hij wordt door verschillende leden gerust gesteld die ook de behandeling met bekwame spoed vragen.

Un membre demande au Ministre s'il ne pourrait communiquer à la Commission, lors de la prochaine réunion, un relevé indiquant, par régime linguistique, le nombre de personnes visées par la proposition.

Un autre membre lui répond immédiatement que ce nombre serait bien difficile à évaluer, car il s'agit de cas personnels dont le Ministre lui-même n'a pas connaissance, ce que les deux Ministres confirment.

Un commissaire pose la question de savoir si la loi proposée sera éventuellement rétroactive, à moins que l'on ne prévienne une période transitoire ?

Un autre membre tient à rappeler que, dans le passé, maintes personnes ont été lésées du fait de circonstances les plus diverses. Si la proposition de loi est adoptée, elles pourront enfin espérer qu'il soit fait droit à des revendications qu'elles ont formulées de longue date.

Un commissaire, qui comprend parfaitement la bonne intention de l'auteur, estime cependant qu'il serait préférable d'inclure une réforme aussi limitée dans le projet de loi annoncé qui réglerait la question de la valeur respective des grades scientifiques et des grades légaux.

L'intervenant regrette que la proposition ne fasse pas de distinction selon qu'un grade scientifique a été obtenu à l'université ou dans un établissement d'enseignement supérieur non universitaire. A son sens, il y a des différences essentielles entre les deux cas. Il aimerait avoir communication d'une liste des diplômes décernés à titre scientifique respectivement par les universités et par les établissements d'enseignement supérieur non universitaire.

L'auteur de la proposition croit utile de donner alors de nouvelles précisions sur l'objectif et la portée de celle-ci :

1. Elle ne modifie en rien la valeur du diplôme de licencié à titre scientifique.
2. Elle vise uniquement les études ultérieures.
3. Il n'y est donc pas question des dispenses de certains cours.
4. Son seul but est que les titulaires d'un diplôme de licencié à titre scientifique qui ne remplissent cependant pas les conditions d'admission requises, puissent désormais obtenir un grade légal.

Quant au projet de loi d'une portée beaucoup plus large dont le dépôt est annoncé, l'auteur fait les observations suivantes :

- il faudra peut-être attendre longtemps encore avant qu'il soit déposé;
- pourquoi le Parlement, déjà réduit à la portion congrue, amoindrirait-il encore lui-même et sans nécessité les prérogatives qui lui restent ?
- le mieux est souvent l'ennemi du bien.

Le Ministre (N) partage entièrement l'avis de son collègue francophone. La proposition n'a qu'une portée limitée, mais

Een lid vraagt aan de Minister of het niet mogelijk is tegen de volgende vergadering een inventaris mee te delen over het aantal door het wetsvoorstel betroffen gevallen, opgedeeld per taalgebied.

Een lid reageert hierop onmiddellijk dat dit aantal moeilijk te becijferen valt; het gaat om persoonlijke gevallen die zelfs niet bekend zijn bij de Minister. Hetgeen de Ministers bevestigen.

Een ander lid stelt de vraag naar een eventuele terugwerkende kracht; of wordt er een overgangperiode voorzien ?

Een lid beklemtoont dat in het verleden vele mensen benadeeld werden door allerlei omstandigheden. Door aanname van het wetsvoorstel zouden zij de mogelijkheid krijgen, vroegere wensen in vervulling te zien gaan.

Een lid begrijpt de goede bedoeling van de indiener maar acht het verkieslijk zulke beperkte hervorming toch op de nemen in de aangekondigde wet met betrekking tot de verhouding tussen wetenschappelijke en wettelijke graden.

Zij betreurt dat het wetsvoorstel het onderscheid niet maakt tussen een wetenschappelijke graad, verkregen aan een universiteit en een, verkregen aan een instelling voor niet-universitair hoger onderwijs. Volgens haar zijn hier essentiële verschilpunten. Zij spreekt de wens uit een lijst te ontvangen met de diploma's wetenschappelijke graad behaald aan een universiteit en aan een instelling voor niet-universitair hoger onderwijs.

De indiener oordeelt het nuttig iets te zeggen over de bedoeling en de draagwijdte van zijn voorstel :

1. Zijn voorstel verandert niets aan de toestand van een wetenschappelijk licentiaatsdiploma.
2. Het betreft alleen de verdere studies.
3. Vrijstellingen van bepaalde cursussen zijn hier evenmin ter zake.
4. Het maakt alleen mogelijk dat iemand met een wetenschappelijk licentiaatsdiploma, maar die niet voldoet aan de vereiste toegangsvoorwaarden, nu de mogelijkheid zou verkrijgen een wettelijke graad te behalen.

Wat het veelomvattend wetsontwerp betreft dat in uitzicht gesteld wordt :

- het kan nog geruime tijd uitblijven;
- waarom zou het reeds zo onmachtige Parlement zonder noodzaak zijn overblijvende bevoegdheid zelf verminderen ?
- het is vaak beter het goede te doen dan op het betere te wachten.

De Minister (N) sluit zich volledig aan bij zijn franstalige collega. Het voorstel is van beperkte draagwijdte, maar

elle a surtout une importance sociale. Le Ministre n'a donc rien à objecter, encore qu'il estime qu'elle pourrait ultérieurement être intégrée dans une réforme plus étendue de la législation sur la collation des grades académiques. Il souligne une nouvelle fois qu'il ne s'agit en l'occurrence que d'assouplir les conditions d'admission en faveur d'un nombre restreint de personnes afin qu'elles puissent obtenir un diplôme universitaire au titre légal.

Un membre demande si les deux écoles de Mons exigent de leurs étudiants de première année les deux mêmes certificats (humanités et examen de maturité).

Un autre membre aimerait savoir dans quels établissements d'enseignement supérieur les étudiants peuvent s'inscrire sans avoir passé l'examen de maturité.

Le Ministre (F) déclare que l'obtention du certificat homologué d'enseignement secondaire du degré supérieur accompagné du certificat d'aptitude (maturité) répond aux conditions normales d'admission (art. 8 de la loi du 7 juillet 1970). Le même article de cette loi prévoit cependant que le Roi peut, sur l'avis favorable des Conseils permanents, déroger aux conditions d'admission normales. Le Roi n'a pas encore fait usage de cette faculté.

Dans l'attente des arrêtés d'exécution, les conditions d'admission existantes restent en vigueur (art. 17, § 2, de la même loi). Il y a donc des écoles supérieures qui appliquent des conditions d'admission autres que les conditions normales (uniquement le certificat homologué d'enseignement secondaire et/ou une épreuve d'admission). Il ajoute qu'il y a contradiction entre les textes français et néerlandais de la proposition.

L'auteur de la proposition relève qu'en Belgique, un diplôme de licencié peut s'obtenir de deux manières : soit à titre légal, soit à titre scientifique.

Un membre signale qu'il y a deux sortes de grades scientifiques : ceux qui correspondent à un grade légal et ceux qui existent à titre autonome. En ce qui concerne la seconde catégorie, le membre doute qu'il y ait toujours équivalence entre un diplôme scientifique de licencié et un diplôme d'humanités; quant à la spécialisation de l'intéressé cela ne fait aucun doute, mais pas nécessairement en ce qui concerne la formation générale.

Le Président rappelle que trois questions sont restées sans réponse :

1. De quels titres et de quels établissements s'agit-il en l'espèce (afin d'éviter toute discrimination) ?
2. Quelle serait éventuellement l'incidence financière de l'adoption de la proposition ?
3. Quelle est la contradiction entre le texte français et le texte néerlandais ?

Le Ministre (N) répond :

1. Il s'agit ici de tous les titres scientifiques et de toutes les universités et institutions universitaires.
2. L'incidence financière sera minime.

vooral van sociale betekenis. Hij heeft dus geen bezwaar tegen het wetsvoorstel dat later kan opgenomen worden in een meer omvattende wetshervorming op de academische graden. Hij beklemtoont nogmaals dat het hier gaat om de versoepeling van de toelatingsvoorwaarden tot het behalen van een wettelijk universitair diploma voor enkele mensen.

Een lid vraagt of de beide scholen van Bergen aan hun eerstejaarsstudenten dezelfde twee getuigschriften vragen (humaniora en maturiteit).

Een ander lid verneemt graag welke hogere onderwijsinstellingen studenten inschrijven zonder maturiteitsproef.

De Minister (F) verklaart dat aan de gewone toelatingsvoorwaarden (art. 8 van de wet van 7 juli 1970) voldaan is door het gehomologeerd getuigschrift hoger secundair onderwijs samen met het bekwaamheidsgetuigschrift (maturiteit). Hetzelfde artikel van die wet bepaalt echter dat de Koning op gunstig advies van de Vaste Raden kan afwijken van de gewone toelatingsvoorwaarden. De Koning heeft van deze bevoegdheid nog geen gebruik gemaakt.

In afwachting van uitvoeringsbesluiten gelden de vroeger bestaande toelatingsvoorwaarden (art. 17, § 2, van dezelfde wet). Er zijn dus hogescholen die andere dan de gewone toelatingsvoorwaarden toepassen (alleen het gehomologeerd getuigschrift secundair onderwijs en/of een toelatingsproef). Hij vestigt tenslotte de aandacht op de tegenstrijdigheid tussen de Nederlandse en de Franse tekst van het wetsvoorstel.

De indiener wijst erop dat in België een licentiaatstitel op twee manieren kan behaald worden : op wetenschappelijke en/of wettelijke wijze.

Een lid merkt op dat er twee soorten van wetenschappelijke graden zijn : die welke overeenstemmen met een wetelijke graad en die welke autonoom bestaan. Wat betreft de laatstbedoelde betwijfelt hij of een wetenschappelijk diploma van licentiaat nog altijd evenwaardig is aan een humanioradiploma; op het specialisatievlak van de betrokkene ongetwijfeld, maar daarom nog niet qua algemene vorming.

De Voorzitter herinnert eraan dat drie vragen onbeantwoord zijn gebleven :

1. Over welke titels en instellingen gaat het hier (ten einde geen discriminatie tot stand te brengen) ?
2. Welke is de eventuele financiële weerslag ?
3. Waaruit bestaat het verschil tussen de Nederlandse en de Franse tekst ?

De Minister (N) antwoordt :

1. Het gaat hier over alle wetenschappelijke titels en over alle universiteiten en universitaire instellingen.
2. De financiële weerslag zal miniem zijn.

Le Ministre (F) répond :

3. Le texte français doit être complété par le mot « non » devant le mot « visé »; il y avait là manifestement une erreur matérielle.

Il propose également de modifier l'intitulé de la proposition de loi, de telle manière qu'il soit plus complet et techniquement mieux justifié.

Celui-ci serait par conséquent libellé comme suit :

« Proposition de loi complétant l'article 5, § 1^{er}, des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens en vue de l'admission aux différents examens de candidats. »

Enfin, le Ministre aurait préféré que certains passages des développements de la proposition eussent été rédigés différemment.

Un commissaire aimerait savoir quel a été l'avis de la Commission permanente à propos des possibilités de passage :

- a) du type cours au type long,
- b) du type long à l'université

et quel est son point de vue au sujet du diplôme d'aptitude, compte tenu de ces possibilités de passage.

Les Ministres répondent qu'ils n'ont jusqu'à présent reçu aucun avis sur cette question.

Un autre membre demande si l'intention de l'auteur de la proposition est d'autoriser les licenciés interprètes ou traducteurs à enseigner.

Les Ministres répondent que l'agrégation n'est pas prévue pour ce titre, mais que les licenciés interprètes et traducteurs peuvent dans certains cas donner des cours dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire.

Le Ministre (F) affirme une fois de plus qu'il ne s'agit ici de rien d'autre que de permettre aux titulaires d'un diplôme scientifique de licencié de s'inscrire en première candidature à l'université afin d'obtenir un grade légal.

Le Président fait observer que le liminaire du texte de l'article unique ne fait aucune mention des modifications à apporter à la loi après coordination.

Votes

Plusieurs commissaires déposent l'amendement suivant :

Remplacer le second alinéa de l'article unique par le texte suivant :

« 6° Les titulaires des grades non légaux de licencié ou d'ingénieur commercial, reconnus par le Roi sur avis conforme de la Commission instituée par l'article 1^{ter} et protégés en vertu de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur.

De Minister (F) antwoordt :

3. De Franse tekst heeft een « non » vóór « visé »; het gaat klaarblijkelijk om een materiële vergissing.

Hij stelt tevens voor het wetsvoorstel van een vollediger, technisch beter verantwoorde titel te voorzien.

Deze zou luiden aldus :

« Voorstel van wet tot aanvulling van artikel 5, § 1, van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de examens met het oog op de toegang tot de verschillende kandidaatsexamens. »

Tenslotte zou hij verkozen hebben dat de toelichting op een paar punten anders zou geluid hebben.

Een lid vraagt welk advies de Vaste Raad uitgebracht heeft omtrent de overgangsmogelijkheden :

- a) van het korte type naar het lange type,
- b) van het lange type naar de universiteit

en wat het standpunt is van de Vaste Raad i.v.m. het bekwaamheidsbewijs bij deze overgangsmogelijkheden.

De Ministers antwoorden dat zij ter zake nog geen advies ontvangen hebben.

Een lid vraagt of de indiener de bedoeling heeft licentiaat-tolken en vertalers les te laten geven.

De Ministers antwoorden dat het aggregaat bij deze titel niet bestaat, maar dat de licentiaat-tolken en -vertalers in bepaalde gevallen wel les kunnen geven in het secundair en hoger onderwijs buiten de universiteit.

Hij bevestigt nogmaals dat de bedoeling geen andere is dan houders van een wetenschappelijk licentiaatsdiploma toegang te verlenen tot de eerste kandidatuur van een wettelijke graad aan een universiteit.

De Voorzitter merkt op dat in de aanloop van de tekst tot het enig artikel enkele wetswijzigingen ontbreken na de coördinatie van de wet.

Stemmingen

Enkele commissieleden dienen het hierna volgend amendement in :

Het tweede lid van het enig artikel te vervangen als volgt :

« 6° De houders van de niet-wettelijke titels van licentiaat en handelsingenieur, erkend door de Koning op eensluidend advies van de bij artikel 1^{ter} ingestelde Commissie en beschermd krachtens de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs.

Le Roi détermine les examens de candidat auxquels les grades non légaux reconnus donnent accès.

Outre le diplôme d'aptitude permettant d'accéder à l'enseignement supérieur, les intéressés doivent toutefois être titulaires d'un certificat ou diplôme homologué d'enseignement secondaire supérieur. »

Ils le justifient de la manière suivante :

« 1. La proposition de loi vise à dispenser les titulaires de certains grades de licencié de l'obligation de produire un certificat d'enseignement secondaire, accompagné du diplôme d'aptitude (examen de maturité).

Notre amendement a simplement pour but d'assouplir les conditions requises en ce qui concerne le diplôme d'aptitude.

2. A part le grade de licencié, il en est d'autres encore, non légaux, qui sont protégés en vertu de la loi du 11 septembre 1933. C'est notamment le cas du grade d'ingénieur commercial.

3. En vue des dispositions à arrêter par le Roi en la matière, il convient, afin d'assurer la qualification des candidats et la protection des grades académiques, de prévoir la consultation de la Commission permanente des grades académiques et des programmes des examens universitaires. »

L'auteur de la proposition estime que cet amendement manque de pertinence, même s'il répond à une intention louable.

Le Ministre (N) déclare qu'il ne peut pas appuyer l'amendement.

Un membre annonce, au nom de son groupe, que celui-ci entend s'abstenir tant lors du vote sur l'amendement que lors du vote sur le texte de la proposition parce qu'ils jugent préférable de régler globalement les problèmes en question par un projet de loi.

L'amendement est rejeté par 7 voix contre 2 et 8 abstentions.

Un autre commissaire déclare que son groupe s'abstiendra également lors du vote sur le texte définitif, pour la raison précitée et parce que le texte lui paraît présenter des lacunes.

Le Ministre (N) promet que le nécessaire sera fait pour que le projet de loi souhaité soit élaboré dans les meilleurs délais.

L'intitulé et l'article unique de la proposition de loi sont adoptés par 12 voix et 8 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 19 membres présents.

Le Rapporteur,
M. PANNEELS-VAN BAELEN.

Le Président,
E. VANDERSMISSEN.

De Koning duidt de kandidaatsexamens aan tot dewelke de erkende niet-wettelijke titels toegang verlenen.

Behoudens het bekwaamheidsdiploma, dat toegang verleent tot het hoger onderwijs, dienen zij echter houder te zijn van een gehomologeerd getuigschrift of diploma hoger secundair onderwijs. »

Zij verantwoorden dit aldus :

« 1. Het voorstel van wet betreft deze licentiaatstitels welke zowel voor eventuele vrijstelling van niveau (getuigschrift secundair onderwijs) als het bekwaamheidsdiploma (maturiteitsproef) in aanmerking komen.

Het amendement heeft tot doel enkel de vereisten inzake het bekwaamheidsdiploma te versoepelen.

2. Buiten licentiaat zijn er nog andere niet-wettelijke titels welke beschermd worden krachtens de wet van 11 september 1933. Dit is het geval voor de titel van handelsingenieur.

3. Het is aangewezen, teneinde over het niveau van de kandidaten te waken en een bescherming van de academische graden te verzekeren, een raadpleging van de Vaste Commissie voor de academische graden en de programma's van de universitaire examens te voorzien, met het oog op de regeling terzake door de Koning. »

De voorsteller acht dit amendement, hoe goed bedoeld ook, niet ter zake dienende.

De Minister (N) kan het niet steunen.

Een lid zegt namens zijn fractie dat deze zich zowel bij de stemming over het amendement als bij die over het wetsvoorstel wenst te onthouden omdat zij de voorkeur geeft aan een globale regeling van de aangeraakte problematiek middels een wetsontwerp.

Het amendement wordt verworpen met 7 stemmen tegen 2 bij 8 onthoudingen.

Een ander lid verklaart dat zijn fractie zich bij de stemming over de uiteindelijke tekst zal onthouden om de bovenvermelde reden alsook omdat de tekst als onvolledig voorkomt.

De Minister (N) belooft dat werk zal gemaakt worden van het gewenste wetsontwerp.

Het opschrift en het enig artikel van het wetsvoorstel worden aangenomen met 12 stemmen bij 8 onthoudingen.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 19 aanwezige commissieleden.

De Verslaggever,
M. PANNEELS-VAN BAELEN.

De Voorzitter,
E. VANDERSMISSEN.

TEXTE ADOPTE
PAR LA COMMISSION

Nouvel intitulé

Proposition de loi complétant l'article 5, § 1^{er}, des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens en vue de l'admission aux différents examens de candidats.

ARTICLE UNIQUE

L'article 5, § 1^{er}, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949 et modifiées par les lois des 17 décembre 1952, 12 mars 1958, 8 juin 1964, 13 novembre 1970 et 7 juillet 1971, est complété par un 6^o, libellé comme suit :

« 6^o Les titulaires d'un diplôme de licencié non visé à l'article 1^{er} de la présente loi, mais protégé en vertu de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur. »

TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE

Nieuw opschrift

Voorstel van wet tot aanvulling van artikel 5, § 1, van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de examens met het oog op de toegang tot de verschillende kandidaatsexamens.

ENIG ARTIKEL

Artikel 5, § 1, van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949 en gewijzigd bij de wetten van 17 december 1952, 12 maart 1958, 8 juni 1964, 13 november 1970 en 7 juli 1971, wordt aangevuld met een 6^o luidende :

« 6^o De houders van een diploma van licentiaat dat niet is opgenomen in artikel 1 van deze wet doch beschermd is krachtens de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs. »